



COMMUNIQUE

Agression en gare Montparnasse

C'est avec émoi et stupéfaction que nous avons appris l'agression de plusieurs collègues réalisant l'embarquement sur un TGV en gare de Paris Montparnasse dans la soirée du 28 juin 2023.

Réalisant leurs missions de manière tout à fait normale, avec les difficultés du quotidien connues et dénoncées par la CGT, nos collègues se sont vus copieusement violentés et insultés avec injures à caractère raciste. S'en est suivi une agression physique où une collègue a reçu une gifle. Nous apportons tout notre soutien à nos collègues et leur souhaitons un prompt et rapide rétablissement.

Cette situation inadmissible aurait pu être évitée ! La suppression massive du personnel en gare et à bord des trains, les contraintes imposées au voyageur, la politique tarifaire de la SNCF, la réduction des effectifs SUGE et globalement la déshumanisation des gares liées aux multiples réorganisations dénoncées par la CGT depuis des années sont génératrices d'événements comme celui-là. Et ce sont les usagers et les cheminots sur le terrain qui en subissent de plein fouet les conséquences.

La direction de l'ESV porte une grande responsabilité dans cette agression par sa politique de casse de l'emploi et du service public. La suppression massive du personnel nous met en danger, nous laissant souvent seuls ou trop peu nombreux pour assurer le service public au quotidien et donc gérer des situations de tension, d'autant plus que ce n'est pas notre métier. La CGT a alerté à de nombreuses reprises sur les problématiques des procédures d'embarquement et des portiques.

Cette agression se situe dans un contexte de montée très forte des idées d'extrême droite, des propos et actes raciste et xénophobes, libéré par la parole de certains politiques. Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet agression d'une grande lâcheté.

Il est temps de réagir collectivement, pour de meilleures conditions de travail, et cela passera par de l'effectif supplémentaire dans les gares et à bord des trains.

La CGT a pris ses responsabilités en déposant un droit d'alerte, et appelle l'ensemble des collègues à se préparer à la mobilisation.